

LA DIPLOMATIE IRANIENNE DANS LA région allie à la ferveur révolutionnaire une attitude pragmatique rendue nécessaire d'abord par les difficultés économiques que connaît le pays. Les coûts de la guerre ainsi que la baisse de la production locale et du prix du pétrole ont beaucoup appauvri les coffres de l'État. En plus des difficultés suscitées par une structure économique édiflée essentiellement en fonction de la production pétrolière du pays, une myriade de problèmes économiques ont surgi. L'industrie fonctionne bien en dessous de sa capacité et le taux de chômage atteint près de 25 p. 100 dans les villes populeuses. Les revenus pétroliers servent pour une large part à financer la guerre, à pallier aux destructions qu'elle entraîne et à supporter les dépenses quotidiennes d'une économie peu efficace. Les investissements dans les infrastructures et les projets de développement à long terme préalablement prévus ont été remis à plus tard tout comme le financement des services sociaux et de l'agriculture.

Comme l'Iran a restreint ses relations économiques avec les États-Unis et craint de se retrouver à la remorque de l'Union soviétique, on comprend facilement qu'il veuille établir des liens économiques avec ses voisins. Dans la région, la Turquie et le Pakistan, tous deux pro-occidentaux, sont ses principaux partenaires commerciaux. Les trois pays ont formé en 1985 l'Organisation de la coopération économique afin d'encourager le commerce et les transferts de technologie. En 1987, la signature d'un accord entre Téhéran et Ankara prévoyait notamment un volume d'échanges commerciaux de l'ordre de 2 milliards de dollars pour l'année. Il faut ajouter qu'une large part des exportations iraniennes transite par les territoires turc et pakistanais.

Malgré l'animosité du régime iranien à l'endroit des monarchies arabes du Golfe, engendrée par leur gouvernement «anti-islamique» et leur appui financier et matériel à l'Irak en temps de guerre, l'Iran semble chercher à établir depuis quelques années une coopération économique avec ces pays. Au nombre des réalisations importantes dans ce domaine citons les liens commerciaux existant avec les Émirats Arabes Unis et l'entente conjointe avec l'Arabie Saoudite conclue à la réunion de l'OPEP l'année dernière, au sujet d'une nouvelle stratégie sur les prix et les quotas. Cependant, il ne s'agit encore que de démarches



Normand Cossette

préliminaires, car même si Téhéran maintient des relations diplomatiques avec ces pays, il semble peu probable à court terme que ceux-ci comptent parmi ses partenaires économiques privilégiés. Il demeure que l'attitude iranienne vis-à-vis les monarchies arabes du Golfe est souvent ambiguë et n'est pas étrangère à la lutte de pouvoir qui a cours à Téhéran entre radicaux et modérés. Les émeutes de l'été 1987 pendant le pèlerinage annuel à la Mecque qui ont fait quelques centaines de victimes, surtout des iraniens, n'ont pas amélioré la situation. Ces affrontements sanglants ont rappelé que l'Iran et l'Arabie saoudite, respectivement capitales du chiisme et du sunnisme, se disputent la direction du monde islamique.

L'Iran n'a pas totalement renoncé à ce qu'il est convenu d'appeler ses intérêts nationaux. Le nationalisme iranien, central dans la politique du Shah, ne semble pas avoir complètement disparu bien qu'il soit formellement incompatible avec l'idéologie khomeiniste. La presse fait souvent état de l'importance qu'il a, encore aujourd'hui, dans la société iranienne. Sans aller jusqu'à prétendre qu'il assure le maintien du régime, on peut dire que les dirigeants se réfèrent au nationalisme pour justifier aux yeux de la population certains aspects de la politique extérieure du pays.

Par delà toute autre considération, il faut comprendre que la politique régionale de l'Iran répond aussi à des impératifs géo-politiques. Le pays a tout intérêt à sortir de l'isolement diplomatique auquel il se trouve réduit depuis la chute du Shah. Qu'il ait ou non l'intention de peser sur l'évolution politique du Moyen-Orient, l'Iran ne peut continuer à faire cavalier seul même en tenant compte de ses liens avec la Syrie et la Libye. Téhéran est particulièrement opposé à la présence des États-Unis et de l'Union soviétique dans le golfe Persique et ce depuis long-

temps. Cette idée est omniprésente chez les dirigeants iraniens au point de suggérer que bien des scénarios seraient préférables à l'éventualité d'une présence persistante de l'un ou l'autre dans le Golfe. Dans un tel contexte, l'Iran pourrait sûrement tirer profit du jeu des alliances, même avec l'Arabie Saoudite. De plus, la menace que représentent pour Téhéran la proximité du territoire soviétique et l'invasion de l'Afghanistan rejoint les craintes de ses deux voisins, le Pakistan et la Turquie, face à Moscou. Bref, que ce soit dans le but de s'opposer à «l'impérialisme» occidental ou soviétique, ou de poursuivre des velléités hégémoniques, l'Iran ne pourrait que bénéficier de la présence d'appuis solides dans la région.

SI L'ON PREND EN COMPTE LES bouleversements qui ont suivi l'avènement du régime Khomeiny, l'éventualité d'une exportation de la révolution iranienne ne peut être exclue. On peut imaginer qu'en cas de victoire iranienne, la vague intégriste chiite se répandrait dans les États du Golfe, en Jordanie et au Liban, et même en Syrie et en Égypte.

Cependant, le projet d'expansionnisme idéologique poursuivi par le régime de Khomeiny n'est pas nécessairement voué au succès, loin de là. La recherche de partenaires économiques et la nécessité d'avoir recours à des alliances risquent de tempérer les ardeurs révolutionnaires de Téhéran. De plus, on voit mal comment l'Iran pourrait poursuivre son effort de guerre indéfiniment alors que son économie est défaillante et que ses moyens militaires demeurent précaires.

À ces facteurs de base s'ajoutent d'autres données importantes. Les conditions qui ont favorisé le déclenchement de la révolution iranienne risquent peu de se retrouver dans les autres pays de la région. La moderni-

sation économique entreprise par le Shah encourageait l'émergence d'un modèle sociétal copié sur l'Occident, modèle qui s'est avéré incompatible avec la structure traditionnelle de la société iranienne.

L'Islam chiite de Khomeiny diffère nettement de l'Islam sunnite, prédominant dans la région. Un des principaux points de désaccord entre les deux confessions musulmanes porte sur le type de gouvernement habilité à régir la société civile. On imagine aisément la résistance qu'opposeraient les communautés sunnites aux directives des chefs religieux de Téhéran. Même les chiites de la région, qui en Irak n'ont pas répondu aux appels de Khomeiny, ne seraient pas nécessairement gagnés à la cause puisque des facteurs ethniques et culturels pourraient s'avérer plus importants que ceux relevant strictement de l'appartenance religieuse.

Enfin, le leadership de Khomeiny ne durera pas éternellement. Des dissensions apparaissent déjà entre différentes factions du régime. La lutte pour la succession est commencée depuis un certain temps. Radicaux et modérés s'opposent sur l'interprétation de l'Islam, le modèle de développement économique à adopter, et les possibilités de rapprochement avec Washington ou Moscou. Avec la mort de Khomeiny, la cohésion du régime politique pourrait donc être sérieusement compromise. L'ayatollah Montazeri, successeur désigné de l'Imam et principal promoteur de l'exportation de la révolution, a plusieurs adversaires. Un affaiblissement du gouvernement lié à des problèmes internes minerait l'ambitieux dessein de création d'un ordre islamique régional.

Nous devons reconnaître que les régimes du Shah et de l'ayatollah Khomeiny auront profondément marqué la politique de la région. Le passage d'un État séculier à un État fondamentaliste musulman n'a pas altéré les prétentions de Téhéran vis-à-vis ses voisins même avec les différences idéologiques et pragmatiques apportées par la révolution qui a secoué le pays et la guerre contre l'Irak. □

Pour en savoir plus

Mohammed E. Ahrari, «Iran and the Superpowers in the Gulf», *SAIS Review*, hiver - printemps 1987.

Ralph King, «The Iran-Iraq War: The Political Implications», *Adelphi Papers* 219, IISS, printemps 1987.

Bassina Kodmani, (sous la dir. de) *Quelle sécurité pour le Golfe?*, Paris, Institut français des relations internationales, 1984.